



Inclusion Sociale,
Démocratie Participative
et Droits Humains

*Commission Inclusion Sociale,
Démocratie Participative et Droits
Humains de CGLU*

*La voix commune des gouvernements locaux et régionaux de
CGLU en matière d'inclusion sociale, démocratie participative
et droits humains, afin de soutenir la réalisation du droit à la
ville dans les villes et terriorires du monde*



CGLU

Cités et Gouvernements Locaux Unis

1. RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET PLAIDOYER POLITIQUE

1.1) DROIT À LA VILLE

1.2) VILLES DES DROITS HUMAINS

1.2.1) *Organisation d'une délégation de gouvernements locaux au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*

1.2.2) *Elaboration de principes directeurs sur l'engagement des gouvernements locaux dans la défense et promotion des droits humains*

1.2.3) *Promotion de la Charte-Agenda mondiale et la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville*

1.3) DROIT AU LOGEMENT

1.3.1) *Co-organisation de la Rencontre de villes et régions pour le droit au logement*

1.4) MIGRATIONS ET DROITS HUMAINS

1.4.1) *Participation et organisation de sessions lors de la Conférence Villes et Migrations*

2. FORUMS, RÉUNIONS ET SÉMINAIRES

2.1) Co-organisation du Forum mondial des villes pour les droits (Gwangju)

2.2) Co-organisation de la Réunion des villes pour les droits humains et le droit à la ville (Madrid)

2.3) Participation à la Biennale des Villes en Transition (Grenoble)

2.4) Participation à la conférence finale du projet MC2CM sur les migrations en Méditerranée (Beirut)

2.5) Organisation de sessions lors du Congrès Metropolis (Montréal)

2.6) Participation au Forum FALP - Autorités locales de périphérie (Sao Leopoldo)

2.7) Co-organisation et participation à la conférence de l'OIDP « Participation sans exclusion » (Montréal)

2.8) Participation et facilitation de sessions dans la Conférence « Villes démocratiques » (Madrid)

3. PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

3.1) Contribution au chapitre GOLD V sur le droit au logement

3.2) Diffusion des résultats du MC2CM (Migration ville-ville en Méditerranée)

3.3) Ajouter des nouveaux cas et promouvoir l'Observatoire Villes Inclusives

3.4) Valoriser des publications de la Commission

3.5) Valoriser des expériences et des visions locales

3.6) Appuyer le projet « Les voies de la démocratie »

4. COOPÉRATION ET APPRENTISSAGE

4.1) Co-organisation d'un cours en ligne sur le droit à la ville

4.2) Formation de fonctionnaires sur le droit à la ville lors de l'école d'été du Conseil provincial de Barcelone

5. RENFORCER LE RÉSEAU ET LE LEADERSHIP

5.1) Célébration de la réunion de la Commission

5.2) Renforcement institutionnel et développement du réseau

5.3) Participation au réseau municipaliste mondial – CGLU

Démocratie locale : #FreeGültan

1 RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET PLAIDOYER POLITIQUE



*La Commission a axé ses priorités de plaidoyer sur la **défense du droit à la ville et des droits humains** dans la ville dans le cadre des **agendas globaux, des pouvoirs locaux et du réseau municipaliste mondial de CGLU**. Cet effort a été possible grâce à la mobilisation de ses pouvoirs locaux membres, de la société civile organisée dans le cadre de la **Plateforme mondiale pour le droit à la ville** et d'alliances clés comme avec les rapporteurs spéciaux des Nations Unies. Ainsi, la Commission a promu la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux pour la défense et la garantie des droits humains, le **droit au logement**, l'approche par les droits dans la **gouvernance mondiale de la migration**, ainsi que la décentralisation et la démocratie locale dans le monde.*

@UCLG-CCGLU/Mark Schardan

1.1 DROIT À LA VILLE

Après l'approbation du Nouveau programme pour les villes (2016), et en profitant de la mobilisation de CGLU dans des domaines de travail spécifiques tels que le droit au logement ou la gouvernance globale des migrations, la Commission a défendu la réalisation concrète du Droit à la Ville dans les villes et territoires du monde entier. Cette vision a donc été présent dans toutes les activités de plaidoyer de la Commission

Ce travail a été réalisé dans le cadre de la Plateforme mondiale pour le droit à la ville, qui a tenu trois réunions de coordination pour discuter de son programme de plaidoyer post-Habitat III : un à Sao Paulo (28-29 mai), un à New York (14-16 juillet) et un à Nairobi (11-13 octobre).

1.2 VILLES POUR LES DROITS HUMAINS

La Commission a réalisé un fort travail de plaidoyer pour promouvoir et défendre la vision des villes pour les droits humains dans le monde, reflétée dans la Charte-Agenda mondiale et la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville, aussi bien que dans les Principes de Gwangju pour une ville des droits humains. À cet égard, la Commission s'est concentrée sur la reconnaissance au niveau international des gouvernements locaux en tant qu'acteurs clés dans la promotion et la défense des droits. Ces efforts ont ciblé le système des onusien, ainsi que les agendas du réseau municipaliste mondial.

1.2.1 Organisation d'une délégation de gouvernements locaux au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies

(Genève, 4 septembre)

La Commission a organisé une délégation de gouvernements locaux au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à l'occasion d'un panel de haut niveau sur « Gouvernements locaux et droits humains ». Une déclaration officielle de CGLU a été présentée par l'adjoint au maire de Madrid, Mauricio Valiente, félicitant le Conseil pour sa reconnaissance progressive du rôle des gouvernements locaux dans la promotion et la protection des droits humains et rappelant les conditions suivantes pour continuer à développer ce travail : une décentralisation effective avec les compétences et les ressources nécessaires pour que la démocratie et l'autonomie locale puissent être garanties. Les délégués de la Commission (parmi lesquels Mauricio Valiente et le conseiller de Lausanne David Payot) ont été reçus par Kate Gilmore, Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme (HCDH) des Nations Unies, afin de renouveler l'engagement de CGLU et le Haut-Commissariat pour faire progresser ensemble l'agenda des droits humains.



1.2.2 Elaboration de principes directeurs sur l'engagement des gouvernements locaux dans la défense et promotion des droits humains

(Genève le 4 septembre et Gwangju le 15 septembre)

Un événement parallèle a été co-organisé par la Commission à l'occasion de la délégation de gouvernements locaux au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, en partenariat avec INFID, ADN21, la Fondation Raoul Wallenberg et la Fondation coréenne pour les droits de l'homme, afin que la voix et l'expérience des gouvernements locaux soient prises en compte dans la rédaction des Principes directeurs sur gouvernements locaux et droits humains.

Le 15 septembre, à l'occasion du Forum mondial des villes pour les droits humains de Gwangju, la Commission a organisé une réunion du groupe d'experts de Gwangju sur gouvernements locaux et droits humains en partenariat avec la ville de Gwangju, la Fondation coréenne pour les droits de l'homme, le Centre des droits de l'homme de l'Université de Corée et ADN21 en coopération avec le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Cette réunion a donné une continuité au travail de rédaction des principes directeurs sur gouvernements locaux et droits humains. Des représentants de Gwangju et d'autres villes sud-coréennes y ont participé, aussi bien que de Grenoble, de Madrid, de Mexico et d'organisations de la société civile.

Participation du maire Yoon à une réunion de consultation sur le droit de participer

(Bangkok, 2-3 octobre)

Le maire de Gwangju et coprésident de la Commission, Dr. Yoon Jang Hyeon, a participé à une réunion de consultation régionale pour créer des principes directeurs sur la mise en œuvre effective du droit de participer aux affaires publiques organisée par le HCDH à Bangkok. Le maire Yoon a apporté à la réunion la voix et l'expérience des gouvernements locaux de la Commission.

1.2.3 Promotion de la Charte-Agenda mondiale et la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville

Chacune des réunions tenues cette année a permis à la Commission de promouvoir la Charte-Agenda mondiale et la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville comme des documents de référence pour soutenir et mettre œuvre les droits au niveau local. Ses exemplaires ont été distribués lors de nombreuses événements. Une stratégie de promotion a été développée à travers des références systématiques dans les documents de travail de CGLU et de l'ONU.

1.3 DROIT AU LOGEMENT

Participation au mouvement “The Shift” pour défendre le logement en tant que droit humain

La Commission a défendu le droit au logement dans le cadre du mouvement “The Shift” lancé par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable : une campagne rassemblant des organisations de droits humains, des gouvernements locaux, des États et des organisations de la société civile. La campagne appelle à changer l’approche du logement pour le réaliser comme un droit humain, non une marchandise ; un véhicule pour l’égalité et non un facteur d’exclusion.

1.3.1 Co-organisation de la Rencontre de villes et régions pour le droit au logement

(2-3 novembre, Barcelone)

Des dirigeants locaux et régionaux et des experts en politique du logement se sont réunis à Barcelone les 2 et 3 novembre pour réaffirmer leur engagement avec le droit au logement, et à partager des expériences qui font de cette vision une réalité. La réunion était organisée par la coprésidente de CGLU et maire de Barcelone, Ada Colau, et par la Commission d’Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains. Cet événement a mobilisé la Directrice de Développement Urbain de Montevideo, Silvana Pissano, et l’Adjoint au Maire à l’Habitat et au Foncier de Plaine Commune David Proult. La rencontre s’est tenue dans le cadre de la vague d’action de CGLU sur le droit au logement et le mouvement « The Shift ». Il a renouvelé l’engagement de CGLU et de ses gouvernements locaux membre pour faire avancer le droit au logement dans les agendas globaux et des gouvernements locaux. A cette occasion, l’expert en logement de Barcelone, David Bravo, a présenté un Manifeste pour le droit au logement qui définit dix engagements locaux ainsi qu’une série d’instruments concrets pour combattre les expulsions, la gentrification ou le manque de logements dans les villes.

« Le logement
comme un droit, pas
une marchandise »
@UCLG-CGLU



**Participation à la réunion de
préparation de *The Shift* (Ottawa, 8-9
juin)**

La Commission a participé au nom de CGLU à la réunion stratégique organisée à Ottawa par la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable, Leilani Farha. Le but de la réunion était de discuter des prochaines étapes de « *The Shift* ». La Commission a exprimé l'engagement de ses gouvernements membres-locaux et a montré sa volonté d'articuler cette campagne dans le cadre du mouvement municipaliste mondial.

**Soutien à l'appel mondial «
Arrêtez les expulsions forcées »
(31 octobre)**

La Commission a rejoint l'appel mondial « Arrêtez les expulsions forcées » de la Plateforme mondiale pour le droit à la ville lors de la Journée mondiale du droit à la ville. Cet appel a montré une opposition universelle aux expulsions et aux déplacements forcés qui ont un impact dramatique sur les communautés urbaines et rurales du monde entier.

1.4 MIGRATIONS ET DROITS HUMAINS

Tout au long de l'année 2017, la Commission a défendu l'approche par les droits en matière de migration, tant au niveau de la gouvernance mondiale que du droit à la ville des migrants. Ce travail a été réalisé dans le cadre de la vague d'action de CGLU sur les migrations #Cities4Migration (Villes pour la migration) : « Tous migrants, tous citoyens ».

1.4.1 Participation et organisation de sessions lors de la Conférence Villes et Migrations

(Malines, 16 et 17 de novembre)

La Conférence mondiale sur les villes et les migrations a été organisée en novembre par CGLU, ONU-Habitat, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la ville de Malines. La conférence a réuni plus de 150 représentants des gouvernements locaux et régionaux, ainsi que des représentants des agences des Nations Unies et de la société civile. Les représentants ont appelé à une gouvernance internationale de la migration fondée sur les droits et à la reconnaissance des gouvernements locaux en tant qu'acteurs clés en matière migratoire.

Dans le cadre de la Conférence, la Commission a organisé l'évènement parallèle « Mobilité humaine et droit à la ville » et animé la session officielle « Droits humains des migrants ». La Conférence a culminé avec l'adoption de la Déclaration de Malines ; une contribution concrète au Pacte mondial pour la migration qui devrait être approuvé d'ici à 2018.



2 FORUMS, RÉUNIONS ET SÉMINAIRES



Les forums, réunions et séminaires constituent les principaux espaces de confluence et d'échange entre les gouvernements locaux, la société civile et le milieu de la Recherche autour de la Commission. Ce sont des moments collectifs où partager des expériences, des défis et des propositions pour élaborer une vision partagée autour du Droit à la Ville, fournir le réseau avec de nouvelles contributions et nourrir son travail de plaidoyer à long terme.

2.1 Co-organisation du Forum mondial des villes pour les droits humains de Gwangju

(Gwangju, 14 - 17 septembre)

La nouvelle édition du Forum mondial de villes pour les droits humains de Gwangju s'est tenu sur le thème « Vivons-nous en paix ? Villes des droits humains, démocratie et pratique ». Le Forum s'est donc concentré sur la promotion de l'agenda des villes pour les droits, tout en explorant leur relation spécifique avec la démocratie locale et la paix. Plus de 700 participants ont pris part à ses sessions et débats.

En tant que co-organisatrices du Forum, les villes membres de la Commission ont envoyé ses représentants à l'événement : c'est le cas du maire de Bethléem, Anton Salman ; le maire adjoint de Madrid, Mauricio Valiente ; les maires adjoints de Grenoble, Emmanuel Carroz et Bernard Macret ; ainsi que Stefany Campins, au nom du Secrétaire du développement social de Mexico, José Ramón Amieva. Des représentants d'organisations collaboratrices ont également participé au Forum, tels que la Plateforme mondiale pour le droit à la ville, l'Observatori DESC, la Fondation Kota Kita ou l'Alliance des villes des droits humains des États-Unis.



2.2 Co-organisation de la Réunion des villes pour les droits humains et le droit à la ville

(Madrid, 18 avril)

A l'occasion du Bureau Exécutif de CGLU, la Commission et la Mairie de Madrid ont organisé une Réunion des villes pour les droits humains et le droit à la ville. En présence d'un large public, les représentants des gouvernements locaux (dont Madrid, Plaine Commune, le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis,

FORUMS, RÉUNIONS ET SÉMINAIRES

Gwangju, Barcelone, Mexico, Montevideo, Nanterre, Toronto, Sao Leopoldo et Lausanne) ont partagé leurs priorités et leurs stratégies en matière de défense et de garantie des droits. Ce fut aussi l'occasion pour Madrid de présenter son Plan stratégique pour les droits humains, récemment approuvé par la Plénière municipale.

Les interventions ont révélé des défis partagés pour la promotion des droits au niveau local : tendances xénophobes, politiques d'austérité qui limitent considérablement la capacité des gouvernements locaux à réaliser les droits, ainsi qu'une restriction généralisée des libertés publiques. Face à ces menaces, les participants ont partagé leurs pratiques pour permettre l'accès universel aux droits, en particulier pour les migrants. Les participants ont également insisté sur la relation entre la mémoire historique et la culture des droits.



Participation à une réunion sur la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville (Terrassa, 2 juin)

En juin, la Commission a participé à une réunion de suivi de la Charte européenne pour la sauvegarde des droits humains dans la ville catalane de Terrassa. Cette réunion a été organisée par le conseil municipal de Terrassa, en comptant sur la facilitation de l'Institut de Drets Humans de Catalunya (l'Institut des Droits de l'Homme de Catalogne).

2.3

Participation à la Biennale des Villes en Transition

(Grenoble, 7-12 mars)

En mars, la Commission s'est rendue à Grenoble pour participer à la Biennale des Villes en Transition, organisée par la Mairie de la ville. Lors de la Biennale, la Commission a également participé aux rencontres sur géopolitique critique à propos du droit à la ville, organisées par l'Institut de géographie alpine, l'Association Modus Operandi et un collectif grenoblois d'organisations et d'habitants. Tout au long de la semaine, la Commission a assisté à plusieurs événements du programme officiel, ainsi qu'à des initiatives menées par la société civile Grenoblois autour de la question du droit à la ville.

Participation à l'événement « Du civisme au droit à la ville » (Barcelone, 29 et 30 juin)

La Commission a participé à des événements organisés en juin par le Conseil municipal de Barcelone sur le droit à la ville et sa relation avec le concept de « civisme ». Les débats se sont axés sur l'étude des différents usages et représentations de l'espace public (avec un accent particulier sur le cas de Barcelone), et ont exploré la relation entre l'action municipale et l'accès aux droits des citoyens sans exclusion.

Participation à la conférence TRISE « Le droit à la ville et l'écologie sociale - Vers des villes écologiques et démocratiques » (1-3 septembre, Thessalonique)

La Commission a participé en tant qu'intervenant principal à la Conférence TRISE sur le droit à la ville et l'écologie sociale. Parmi les multiples sujets abordés, on y pourrait trouver des débats sur l'utilisation et la représentation du droit à la ville et des communs urbains, leur relation aux actions concrètes concrétisées ainsi que leur relation avec la transition écologique.

2.4 Participation à la conférence finale du projet MC2CM sur les migrations en Méditerranée

(Beirut, 7 et 8 novembre)

La Conférence Finale du projet Migrations Ville-à-Ville en Méditerranée (MC2CM) a eu lieu à Beyrouth en novembre, réunissant plus de 80 représentants de gouvernements locaux et nationaux, d'ONG, et d'organisations internationales tels que l'Union Européenne et l'Agence Suisse pour le développement et la coopération. Les conclusions finales de la première phase du projet ont été présentées parallèlement à un débat sur l'avenir de la migration urbaine en Méditerranée. Les représentants de la Commission, parmi lesquels Mauricio Valiente (Madrid), ont défendu des politiques locales basées sur les droits.

Participation à un événement sur les villes et la migration (2 février, Barcelone)

La Commission a participé à un dialogue sur les migrations, le développement et la cohésion sociale organisé par le Fons Català de Cooperació al Desenvolupament (Fonds catalan de coopération au développement) avec le soutien de la Diputació de Barcelona (Conseil provincial) et de CGLU. Les participants ont réaffirmé leur engagement à baser la gouvernance locale de la migration sur les droits humains, le développement humain et la durabilité.

Participation (vidéo) à une réunion du Réseau AL·las sur Villes accueillantes (Mexique, 1 juin)

La Commission a participé, en format vidéo, à la conférence organisée par le Réseau AL·las et Mexico sur « Ciudades hospitalarias » (villes accueillantes) et migrations. Ce fut l'occasion de promouvoir le travail de la Commission et de CGLU en matière de migration en Amérique latine (La ville de Mexico étant coprésidente de la Commission). La Commission a également rappelé la nécessité de garantir le droit à la ville des migrants et de défendre les droits dans la gouvernance globale des migrations.

Participation (vidéo) au Forum d'INFID (Jakarta, 6 décembre)

La Commission a présenté ses axes d'action concernant la mise en œuvre des politiques locales d'inclusion sociale basées sur les droits à l'occasion de la 4ème Conférence des Villes pour les Droits organisé par l'ONG indonésienne INFID, centrée sur le renforcement du rôle des gouvernements locaux dans la prévention de l'intolérance et l'extrémisme.



2.5 Participation et organisation de sessions lors du Congrès Metropolis

(Montréal, 19-22 juin)

La ville de Montréal a été l'hôte du XII^e Congrès mondial de Metropolis. A cette occasion, la Commission a organisé la session parallèle « Comment garantir le droit à la ville dans les aires métropolitaines ? ». Ce débat politique a été basé sur un dialogue entre élus et représentants des territoires métropolitains, société civile et universitaires, et s'est interrogé sur la relation entre « droit à la ville » et « métropole compétitive ». Les participants se sont interrogés sur comment valoriser l'apport de tous les territoires notamment les marges populaires et dépasser les notions de centre et de périphérie pour contribuer à des aires métropolitaines polycentriques et solidaires. Le débat a également porté sur l'évaluation des lignes de coopération entre les identités locales, ainsi que sur le développement d'un modèle métropolitain de démocratie locale décentralisée et horizontale.

La table ronde a réuni Daniel Martínez, maire de Montevideo ; Abdoulaye Thimbo, maire de Pikine ; Patrick Jarry, maire de Nanterre ; Teresa Incháustegui, directrice générale du programme InMujeres de Mexico ; Dominique Olivier, directrice de l'Office de Consultation Publique de Montréal ; Laurence Kwark, secrétaire générale du Forum global de l'économie sociale de Séoul ; Dimitri Rossopoulos, président de l'IPAM de Montréal ; et Agnès Deboulet, chercheuse à l'Université Paris 8 - LAVUE.



2.6 Participation au Forum FALP - Forum des autorités locales de périphérie

(Sao Leopoldo, 23-25 novembre)

Le représentant de Plaine Commune (co-présidence de la Commission) Antonio Aniesa a participé au séminaire du réseau FALP organisé par l'Assemblée législative de l'État du Rio Grande do Sul et la municipalité de São Leopoldo. Cette réunion a réuni 47 gouvernements locaux de pays tels que Brésil, France, Sénégal, Palestine, Argentine, Chili et Mozambique, qui ont échangé leurs points de vue sur des alternatives durables et solidaires dans un monde en crise. La déclaration politique du Forum a été élaborée de manière collaborative, en se concentrant sur l'avenir des aires métropolitaines et en réaffirmant que les participants seront pris en compte en tant qu'acteurs de la métropole.

Slum is beautiful ? Repenser les quartiers précaires (Paris, 16 mars)

En mars, la Commission a participé à la conférence-débat « Slum is beautiful ? Repenser les quartiers précaires » organisée par l'Agence Française de Développement. L'événement a remis en question le processus d'urbanisation accélérée que connaissent plusieurs villes du monde, portant sur le défi de faire en sorte que cette croissance n'aboutisse pas à une explosion de la pauvreté et les inégalités, avec un accent particulier sur la situation des quartiers précaires.

2.7 Co-organisation et participation à la conférence de l'OIDP « Participation sans exclusion »

(Montreal, 16-19 juin)

En juin, l'Office de Consultation Publique de Montréal a accueilli la XVII^e Conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP). La thématique "Participation sans exclusion" a porté la commission à s'associer en tant que partenaire à cette édition très réussie. En plus de participer à ses nombreuses sessions, la Commission a été membre du Jury qui a accordé une distinction de l'OIDP sur les meilleures pratiques en matière de participation citoyenne dans le monde. La distinction 2017 a finalement été attribué à l'initiative de La Paz « Quartiers et communautés de vérité ».

Participation à l'Assemblée Générale de Villes Educatrices

(Granollers, 23 et 24 mars)

La Commission a participé à l'Assemblée générale de l'Association internationale des villes éducatrices de Granollers. Sylvie Ducatteau, vice-présidente de Plaine Commune aux relations internationales a participé à la table ronde « Le droit à la ville : stratégies pour l'inclusion dans les services publics ».

Participation à une rencontre sur la démocratie directe

(Barcelona, 27 et 28 juin)

À cet occasion, Jaume Asens, adjoint au maire aux Droits, à la Participation et à la Transparence, a souligné la redynamisation de la démocratie à l'échelle locale, face au recul actuel des droits et de distension des liens sociaux.

Fernando Pindado, adjoint à la Démocratie active et la Participation, a défendu que la démocratie est participative par nature, et que la soutenabilité des systèmes politiques dépendra toujours de l'inclusion de toute la population. Les ateliers ont comporté une participation plurielle, avec des sessions combinant des représentants institutionnels, académiques et de la société civile.

Retour sur le Festival de la participation

(L'Aquila, 6-9 juillet)

Le vice-président à la démocratie locale de Plaine Commune, Anthony Daguet, a représenté la Commission au Festival de la participation de L'Aquila ; un événement ouvert promu par la société civile locale de la capitale des Abruzzes italiens visant à contribuer à la transformation sociale par l'autonomisation des citoyens, la participation et la défense active des droits.



2.8 Participation et facilitation de sessions dans la Conférence « Villes démocratiques »

(Madrid, 16-18 novembre)

En novembre, la Commission a participé à la Conférence Villes démocratiques : un événement organisé par le Conseil municipal de Madrid et MediaLab Prado pour échanger des expériences qui mettent les technologies de l'information et de la communication au service du bien commun et de la démocratie locale. A cette occasion, la ville de Madrid, a pu faire connaître la plateforme CONSUL : une initiative citoyenne de logiciel libre qui permet à chacun de proposer des initiatives, de contribuer à la rédaction des ordonnances municipales ou de voter sur des processus budgétaires participatifs.

FORUMS, RÉUNIONS ET SÉMINAIRES

La Commission a animé la table ronde autour du numérique au service du bien commun, ou le Président de Plaine Commune, Patrick Braouezec, a pu présenter le projet d'Urbanité Numérique au Service du Droit à la Ville. Francisca Bria, Directrice de Technologies et Innovations Numériques de la ville de Barcelone, a présenté le Plan de gouvernement numérique de Barcelone qui cherche à « décoloniser les technologies numériques au profit du bien commun et des habitants ». Anne Gaël Chiche, représentant Nanterre, a présenté le projet Agora Permanente, qui avait reçu une distinction du Jury de la Conférence de l'OIDP en 2017.



Participation à la Conférence sur le discours haineux dans les réseaux sociaux (Barcelone, 2 et 3 mars)

En mars, la Commission a participé à une conférence sur le discours de haine dans les réseaux sociaux organisée par Barcelone, dans laquelle sont intervenus d'éminents experts dans les domaines de la communication, de l'activisme social et de l'administration de la justice. Organisée autour de divers ateliers et tables rondes, la conférence a abordé des sujets tels que la relation entre le discours de haine et la liberté d'expression, l'approche judiciaire ou la façon dont les victimes vivent le discours de haine.

A cette occasion, l'adjoint au maire de Barcelone Jaume Asens a partagé la stratégie par laquelle la ville cherche à lutter contre ce phénomène, dans le but de promouvoir des contre-discours et de construire une cyber-citoyenneté engagée. La municipalité joue également un rôle actif dans la lutte contre l'islamophobie ou l'aporophobie. Dans la même veine, Aida Guillén, Directrice au Service aux droits de la citoyenneté, a défendu une approche renouvelée de la diversité culturelle et religieuse afin de faire face à la haine et de la transformer en un phénomène isolé.

Participation au Forum mondial sur la violence urbaine et l'éducation pour la paix (Madrid, 19 - 21 avril)

En avril, la Commission a participé au Forum mondial de Madrid sur la violence urbaine et l'éducation pour la paix. Conçu comme un lieu de rencontre pour les décideurs locaux, les organisations et les réseaux internationaux, les chercheurs et les militants, ce forum a établi différents débats autour de solutions locales pour éliminer la violence.

3 PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET COMMUNICATION



Conformément à ses actions de plaidoyer et d'apprentissage et en étroite collaboration avec la **Recherche**, la Commission a mené une intense activité de **production de connaissances**. Elle a ainsi édité et diffusé plusieurs publications relatives aux thèmes de travail du réseau ; il a collaboré avec l'équipe de CGLU-GOLD ; et a fait des efforts pour **promouvoir et diffuser des initiatives locales de ses membres** au moyen d'interviews, de vidéos et d'autres formats visuels ou numériques. En perspective, les initiatives du réseau ont continué à gagner en visibilité grâce à la promotion du site web de la Commission, des réseaux sociaux et de son bulletin.

3.1 Contribution au chapitre GOLD V sur le droit au logement

L'équipe de recherche de CGLU a commencé le travail de rédaction du rapport GOLD V, qui portera principalement sur le rôle des gouvernements locaux dans la localisation des objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur l'ODD 11 sur les villes inclusives. La politique du logement sera une composante essentielle de ce travail, avec un chapitre intégral pour 2018 qui explorera le rôle de l'action locale pour garantir l'accès à un logement décent conformément aux ODD, le Nouveau Programme pour les Villes et l'approche par les droits.

Tout au long 2017, la Commission a collaboré avec l'équipe GOLD V à la rédaction de ce chapitre, soit en facilitant des contacts avec des autorités locales de la Commission, soit en mobilisant le réseau pour des événements spécifiques tels que la Réunion des villes et régions le 2-3 novembre. Le Secrétariat de la Commission a également offert son expérience et a défendu l'approche par les droits dans la rédaction du chapitre.

Appel à contribution des gouvernements locaux sur le droit au logement

En octobre, la Commission a mobilisé son réseau de membres pour contribuer au prochain rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement, qui traitera de la manière dont les gouvernements mettent en œuvre des stratégies de logement fondées sur les droits.

3.2 Diffusion des résultats du projet MC2CM (Migration ville-ville en Méditerranée)

En 2017, le projet MC2CM s'est concentré sur l'évaluation et la diffusion de pratiques sur l'inclusion sociale des migrants dans les neuf villes participantes. La Commission a coordonné le processus de rédaction de neuf études de cas avec une équipe de chercheurs facilitée par l'Institut Bartlett de l'University College of London.

En outre, le document de valorisation « Cohésion sociale et dialogue interculturel et interreligieux : le rôle des gouvernements locaux dans les politiques publiques d'inclusion sociale des migrants » a été publiée afin de valoriser les échanges entre les gouvernements locaux participants à la réunion de Lisbonne du projet (2016).

3.3 Ajouter des nouveaux cas et promouvoir l'Observatoire Villes Inclusives



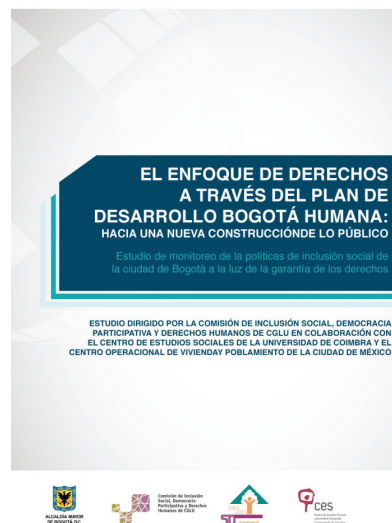
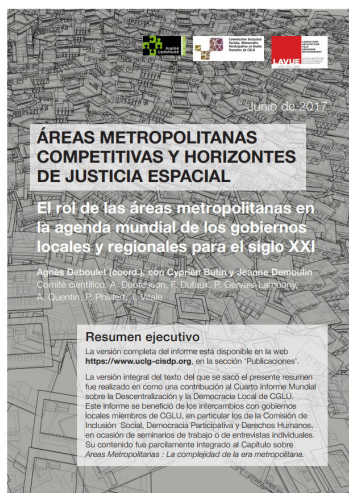
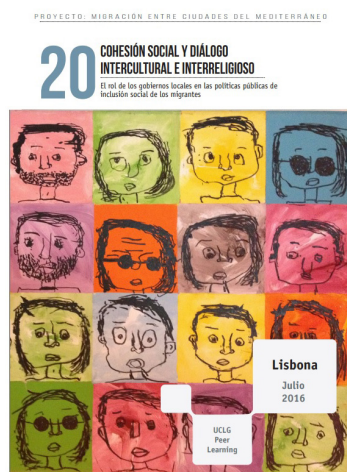
Les études de cas du projet MC2CM décrites ci-dessus seront incluses dans l'Observatoire villes inclusives dans les premiers mois de 2018. En 2017, la Commission a également téléchargé des nouveaux cas à l'Observatoire, comme la politique SOMOS, qui se concentre sur la lutte contre la discrimination et promeut une culture des droits à Lisbonne. L'équipe de communication à continuer à valoriser l'Observatoire, par sa diffusion dans le bulletin et la réalisation d'une vidéo promotionnelle.

3.4 Valoriser des publications de la Commission

En 2017, la Commission a continué à diffuser les résultats du Programme de suivi des droits « La route des droits » réalisé à Bogotá et qui a abouti à la publication « L'approche fondée sur les droits à travers le Plan de Développement Bogotá Humana : vers une nouvelle construction de l'action publique ».

Des efforts spécifiques pour publier dans les trois langues de travail de la Commission le rapport « Le rôle des aires métropolitaines dans l'agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21e siècle » ont progressé régulièrement. Un résumé du rapport a été publié en juin dernier.

Grâce à l'appui du Bureau de consultation publique de la Ville de Montréal, la Commission a également publié le document « Inclusion sociale et démocratie participative : de la discussion conceptuelle à l'action locale », réalisé avec l'IGOP - Institut du gouvernement et les politiques publiques de l'Universitat Autònoma de Barcelona. Le document a été distribué à l'occasion de la conférence de l'OIDP.



3.5 Valoriser des expériences et des visions locales

Tout au long de l'année 2017, la Commission a réalisé plusieurs d'interviews avec des autorités locales et régionales portant sur des initiatives dans des domaines de travail de la Commission. Ces entretiens ont permis de partager avec le réseau le plan municipal de lutte contre l'islamophobie de Barcelone (avec l'adjoint au maire Jaume Asens) ; les initiatives de Madrid sur la démocratie directe et les droits humains (avec le directeur de la participation Miguel Arana) ; la stratégie de réduction de la pauvreté de Toronto avec la participation des plus exclus (envisagée par la conseillère municipale Pam McConnell) ; l'initiative du « contrôle social » de Bogotá, visant à promouvoir la transparence et la participation citoyenne (avec l'Ombudsman local Jaime Torres-Melo) ; l'initiative de Saillans pour renforcer la démocratie directe en (avec le maire Vincent Beillard) ; l'initiative de Grenoble pour défendre la participation et de la réalisation des droits des résidents étrangers (avec l'adjoint au maire adjoint Bernard Macret); ou la politique de Montevideo sur le foncier et les coopératives de logement en dialogue avec la directrice du développement urbain de la ville, Silvana Pissano.



3.6 Appuyer le projet « Les voies de la démocratie »

En juin, deux jeunes étudiants grenoblois sont partis pour six mois à la rencontre des initiatives de démocratie locale en Europe dans le cadre du projet « les Voies de la démocratie ». Ce projet les a amenés vers des villes et territoires d'Allemagne, de Hongrie, de Turquie, de Croatie, de Suède et d'Italie ou encore de Pologne, afin d'observer et de mettre en lumière le mouvement de renouvellement démocratique et municipaliste européen. Sollicitée pour sa part, la Commission a tenu à apporter son soutien au projet en facilitant des contacts avec des municipalités porteuses de projets démocratiques innovants et en s'engageant à valoriser les résultats du projet. A leur tour, elles se sont engagés à promouvoir la Charte-Agenda Mondiale des Droits Humains dans la ville et les activités du réseau.

4 COOPÉRATION ET APPRENTISSAGE



*L'organisation d'espaces d'échange entre les collectivités locales et les communautés, les chercheurs et les institutions internationales, a facilité la **mise en place de solides dynamiques d'apprentissage et de coopération**. Cette ligne de travail a été présente et s'est nourrie des autres lignes d'action de la Commission.*

4.1 Co-organisation d'un cours en ligne sur le droit à la ville

En collaboration avec l'Observatori DESC et la Plateforme mondiale pour le droit à la ville, la Commission a co-organisé l'édition pilote du cours en ligne « Le droit à la ville : vers la construction d'une compréhension commune et d'une articulation globale ». Le cours visait à repenser le modèle urbain actuel à partir du cadre conceptuel et programmatique fourni par le droit à la ville. Le cours a compté avec cinquante participants inscrits, parmi lesquels de nombreux représentants des gouvernements locaux latino-américains.

4.2 Formation de fonctionnaires sur le droit à la ville lors de l'école d'été du Conseil provincial de Barcelone

(Barcelona, 11 juillet)

En collaboration avec l'Observatori DESC, la Commission a participé à un cours de formation sur le droit à la ville à l'intention des fonctionnaires locaux du Conseil provincial de Barcelone.



5 RENFORCER LE RÉSEAU ET LE LEADERSHIP



*En 2017, la Commission a continué à **prendre du poids dans le cadre de la stratégie de CGLU** ; une articulation concrétisée par l'implication de la Commission dans la stratégie de **vagues d'action de CGLU sur le logement et la migration**. Les membres de la Commission ont aussi été inclus dans le **Conseil de politique de CGLU sur le droit à la ville**. D'autre part, la **confluence avec d'autres réseaux et la Plateforme mondiale pour le droit à la ville** a été renforcée. La Commission a également gagné la reconnaissance au niveau international, avec une collaboration plus profonde avec le **système des droits humains onusien**. Enfin, la Commission a continué d'attirer de nouveaux membres et de consolider son leadership politique.*

5.1 Célébration de la réunion de la Commission

(Madrid, 18 avril)

La Commission a tenu sa réunion annuelle à l'occasion du Bureau exécutif de CGLU et du Forum sur la violence urbaine et l'éducation pour la paix à Madrid, avec l'assistance des plusieurs représentants locaux, de ses coprésidences et de ses villes les plus actives. Lors de la réunion, les représentants ont insisté sur l'importance du travail en réseau au sein de la Commission, en cette période difficile de recul des droits, pour renforcer, du local au global, les messages et les pratiques destinées à promouvoir, garantir et protéger les droits humains. A l'occasion de la réunion, les Co-présidents de la Commission ont présenté aussi le Rapport d'Activités 2016 et le Plan d'Action 2017.



5.2 Renforcement institutionnel et développement du réseau

En 2017, l'engagement des gouvernements locaux a été maintenu et de nouveaux leaders locaux ont rejoint le réseau. C'est le cas de Madrid, qui a représenté la Commission à de nombreuses occasions, comme la délégation au Conseil des droits de l'homme des Nations unies; Grenoble, avec qui la Commission a partagé de multiples espaces, soit la Biennale des Villes en Transition, la Conférence de l'OIDP ou le Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains de Gwangju; ou Montevideo, dont les autorités locales ont manifesté un engagement clair en faveur du droit au logement et dont les relations avec la Commission ont été renforcées.

RENFORCER LE RÉSEAU ET LE LEADERSHIP

Des nouveaux gouvernements locaux ont rejoint la Commission : l'Association des municipalités de Bolivie, Beit Fajjar (Palestine), Birmingham (Alabama), la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale wallonne, Rabat et Séoul. La Commission a également accueilli de nouvelles organisations partenaires, dont l'Observatoire DESC, l'Association Camerounaise FAPEFE, le Mouvement Citoyen du Pérou contre le Changement Climatique, le Bureau de Consultation Publique de Montréal, le Réseau National des Habitants du Cameroun et le Réseau International des Territoires de Co-Responsabilité - TOGETHER.

La Commission a partagé de nombreux événements avec d'autres réseaux, à savoir : l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP), le Forum d'Autorités Locales de Périphérie (FALP), l'Association Internationale de Villes Éducatrices, le Forum Global de l'Economie Sociale (GSEF).

L'engagement de la Commission envers la Plateforme mondiale pour le droit à la ville a été renforcé par l'organisation de plusieurs événements et projets, ainsi que par la célébration des réunions régionales où les membres ont convenu d'une stratégie renouvelée pour la Plateforme.



5.3 Participation au réseau municipaliste mondial – CGLU

Comme indiqué dans le rapport, le travail de la Commission a nourri, promu et soutenu multiples activités de plaidoyer, de recherche et d'apprentissage du réseau autour de CGLU. Ces synergies ont toujours soutenu les engagements du réseau en faveur du droit à la ville et des droits de humains acquis par l'organisation dans l'Engagement de Bogotá et l'Agenda d'Action.

Tout au long de l'année, CGLU a restructuré son organisation du travail autour de mécanismes de consultation appelés Conseils Politiques, afin de renforcer l'appropriation politique et la participation politique des membres. À cet égard, la Commission a mobilisé les gouvernements locaux membres et a participé à l'inauguration du « Conseil politique sur le droit à la ville », à l'occasion du Conseil mondial de CGLU à Hangzhou (6-9 décembre).

En outre, la Commission a également joué un rôle important dans le développement des vagues d'action de CGLU sur le droit au logement et la migration, mobilisant ses élus locaux et ses capacités de plaidoyer pour défendre l'approche par les droits dans ces agendas.



Démocratie locale : #FreeGültan

Sur la base de l'initiative de certains de ses membres les plus actifs, ainsi que du positionnement des institutions internationales pour la protection des droits humains telles que le HCDH ou le Conseil de l'Europe, l'appel de la Commission #FreeGültan a été intensifié, afin de défendre la libération de la maire de Diyarbakır et membre du Conseil Mondial de CGLU Gültan Kisanak (en prison depuis octobre 2016) ainsi que de respecter la démocratie locale en Turquie.

Les conseils municipaux de Barcelone, Madrid, Plaine Commune et Nantes se sont positionnés en faveur de la libération du maire de Diyarbakır, s'adressant au gouvernement turc et à ses représentants diplomatiques, ainsi qu'à l'ensemble du mouvement municipaliste mondial.

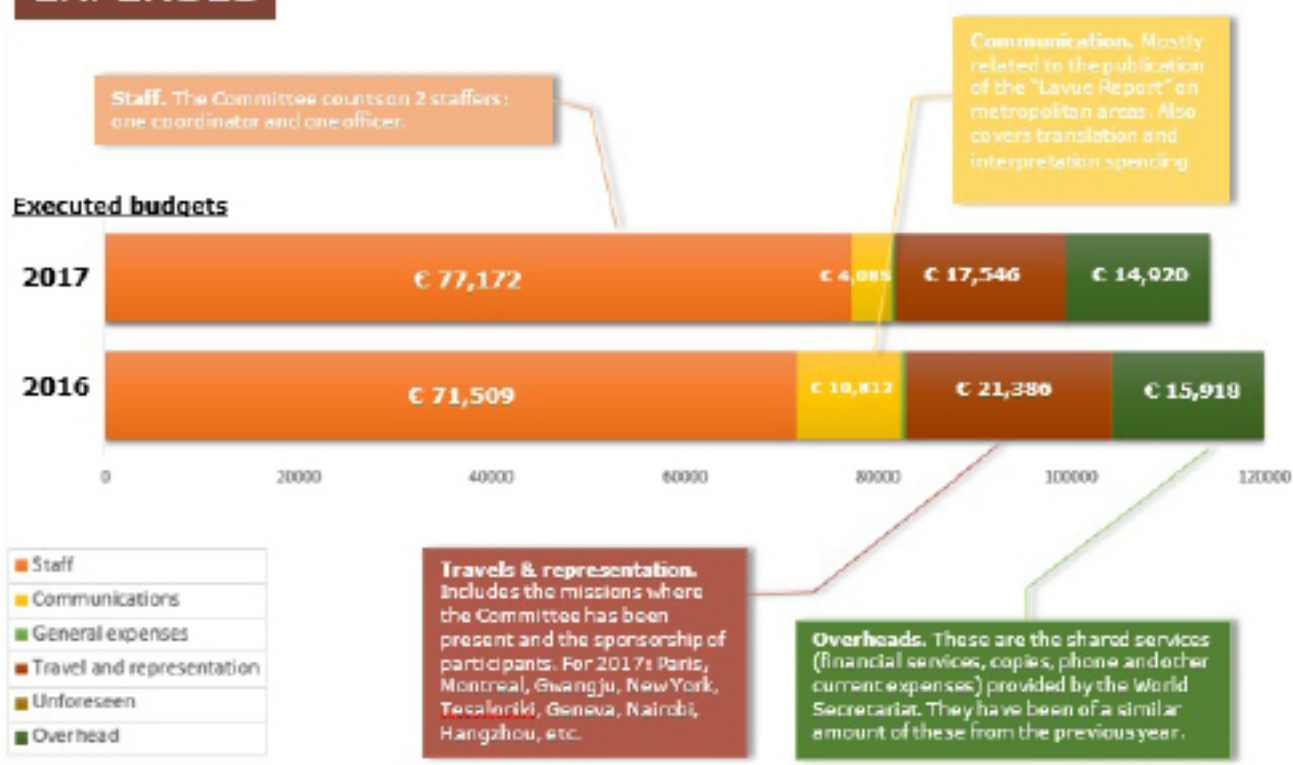


RAPPORT FINANCIER 2017

COMMITTEE ON SOCIAL INCLUSION (CISDPDH) FINANCIAL REPORT

2017 budget was expected to be more ambitious than the budget of the previous year. However, some opportunities were not finalized due to the lack agreements with some partners. Below are some graphs and comments regarding 2017 executed budget.

EXPENSES



CONTRIBUTIONS

From a total amount of €114,388 of revenues, €68,000 came from partners' contributions:



As a co-chair and main promoter of the World Human Rights Cities Forum, the Metropolitan Government of Guangju also covered the expenses of the local governments' delegation to the Forum.

On the other hand, the Committee could also benefit from the Operating Grant awarded to UCLG by the European Commission.

El trabajo de la Comisión ha sido posible gracias a las contribuciones de sus miembros activos:



En 2017, la Comisión recibió un apoyo financiero del Secretariado Mundial de CGLU en el marco del proyecto “Strengthening Associations of Local Authorities at Regional, EU and Global Levels” of the EU Thematic Programme “Civil Society Organisations and Local Authorities”. (SPECIFIC GRANT AGREEMENT No. DCI-NSA/2016/372-440)

Supported by the



European
Commission